

*Prospective et co-construction
des territoires au XXI^e siècle*

Actes du colloque
«Nouveaux enjeux prospectifs des territoires
et co-construction des stratégies»,
organisé au Centre culturel international de Cerisy
du 29 août au 2 septembre 2018
par l'Institut pour la Recherche de la Caisse des Dépôts.



www.editions-hermann.fr

ISBN : 979 1 0370 0214 3

© 2020, Hermann Éditeurs, 6 rue Labrouste, 75015 Paris

Toute reproduction ou représentation de cet ouvrage, intégrale ou partielle, serait illicite sans l'autorisation de l'éditeur et constituerait une contrefaçon. Les cas strictement limités à l'usage privé ou de citation sont régis par la loi du 11 mars 1957.

LES COLLOQUES
CERISY 

Prospective et co-construction
des territoires au XXI^e siècle

Sous la direction de
ISABELLE LAUDIER ET LUCIE RENOU

Préface d'Édith Heurgon


hermann
Depuis 1876



Photographie du groupe des participants au colloque, Cerisy, le 30 août 2018.

Introduction

ISABELLE LAUDIER ET LUCIE RENOU

Le colloque « Nouveaux enjeux prospectifs des territoires et co-construction des stratégies », co-organisé par l'Institut pour la Recherche de la Caisse des Dépôts et le Centre culturel international de Cerisy (CCIC), a rassemblé du 29 août au 2 septembre 2018 une soixantaine d'acteurs et de chercheurs venant d'horizons divers (géographes, économistes, chercheurs en aménagement du territoire et urbanisme, mais aussi experts, techniciens, élus, étudiants, entrepreneurs) pour réfléchir aux enjeux actuels de la prospective territoriale, avec l'idée que celle-ci se renouvelle fortement en lien avec les mutations qui touchent les territoires (écologique, numérique, démographique, politique, institutionnelle...) Comment les territoires se projettent-ils dans ces grandes transformations ?

Cette problématique de la prospective territoriale a permis d'aborder la question de la cohésion territoriale, priorité stratégique de la Caisse des Dépôts, et donc d'alimenter les réflexions du groupe sur la lutte contre les fractures territoriales.

Dès lors, l'objectif est de proposer un cadre pour les métiers de la Caisse des Dépôts, afin d'accompagner au mieux les territoires. Trois principaux sujets sont à considérer :

- d'abord, revenir sur ce qu'on appelle territoire. Qu'est-ce qui fait territoire et comment les mutations actuelles impactent-elles les territoires ?
- ensuite, les problématiques relatives au développement économique et aux espaces économiques feront l'objet d'un questionnement approfondi, car la nature du développement économique telle qu'on l'envisage depuis les années 1960 est radicalement remise en question par la mondialisation, les évolutions structurelles (démographique, numérique, etc.), la multiplicité des crises (environnementales, économiques, sociales et financières) et l'émergence de modèles « alternatifs » ;
- enfin, la question des alliances, des coopérations et de l'engagement des acteurs au sein d'écosystèmes territoriaux dynamiques

fera l'objet de la troisième et dernière partie de cet ouvrage, dans l'objectif d'aborder les enjeux liés à la transition démocratique et politique et à la nécessité de refonder un nouveau pacte local, comme l'expriment certains auteurs.

Ce livre a donc pour ambition de construire une vision d'ensemble et organisée, d'une part, des enjeux auxquels sont confrontés nos territoires, et, d'autre part, des pistes de réflexion – dispositifs, instruments – permettant d'y répondre. Il propose aussi d'interroger le rôle des acteurs d'un développement territorial intégré et intégrateur des milieux économiques et de la société civile, seuls capables de faire face aux mutations actuelles et qui vont s'accélérer dans les années à venir.

I. LA CARACTÉRISATION DES TERRITOIRES À L'HEURE DES TRANSITIONS : SORTIR DES RÉFLEXIONS SUR LA MAILLE (ET D'UN COMPLEXE DE TAILLE)

Trois messages ressortent de cette première partie. Les territoires, et ceux qui les accompagnent, doivent :

- prendre acte des interdépendances socio-économiques qui les lient à d'autres territoires ;
- penser leur métabolisme en lien avec les enjeux de développement durable ;
- être stratège de/dans la transition numérique (et construire des stratégies intelligentes au-delà des discours sur la *smart city*).

Prendre acte des interdépendances socio-économiques

Olivier Bouba-Olga propose de sortir d'une mythologie qui imprègne les politiques publiques et qu'il nomme la CAME, acronyme pour Compétitivité, Attractivité, Métropolisation et Excellence. En effet, d'après lui, les territoires sont confrontés à des transformations profondes de la structure des activités économiques (évolution de la demande, changements techniques, mondialisation) et le culte de la CAME serait inefficace pour répondre à ces transformations. De son point de vue, ce sont les processus socio-économiques locaux et leurs spécialisations qui expliquent les différentiels de dynamiques économiques des territoires, davantage que la taille des territoires (qui, par exemple, oppose trop souvent les petites et moyennes villes aux métropoles). Dans cette perspective, la connaissance des acteurs et des dynamiques socio-économiques, l'ingénierie territoriale, mais aussi l'animation

et la coordination territoriales, sont autant de facteurs importants dans le développement des territoires. L'action publique doit se positionner dans l'accompagnement de cette diversité territoriale.

Nadine Levratto et Denis Carré affirment dans le même sens, à partir d'une analyse statistique de l'emploi, que les interactions locales et les interrelations spatiales sont source de diversité entre les territoires. Ils montrent qu'au-delà d'une tendance globale d'un secteur économique (à la croissance ou à la décroissance), le territoire a la capacité de renforcer ou réduire les dynamiques de l'emploi. C'est ce qu'ils appellent « l'effet local ». Cette analyse leur permet de préconiser, à la suite d'Olivier Bouba-Olga, une action publique tournée vers une meilleure coopération entre les acteurs d'un territoire ainsi qu'une plus forte valorisation des ressources par la coordination de différents acteurs des écosystèmes technico-productifs.

Enfin, une approche par les finances locales (la seule de cet ouvrage) permet à Matthieu Leprince et Matthieu Pourieux d'apporter un autre regard sur ces problématiques de cohésion et d'inégalités territoriales. Ils abordent plus précisément les dispositifs de péréquation financière permettant de lutter contre les inégalités territoriales perçues par les contribuables et les usagers, face aux services publics locaux. En effet, les collectivités ont des ressources locales et des charges différentes d'une situation communale (et intercommunale) à une autre, et donc des « pouvoirs d'achat » distincts. Pour réduire ces inégalités, plusieurs dispositifs de péréquation existent au niveau national comme au niveau local. Or, les auteurs soulignent que ces dispositifs ne visent pas toujours les mêmes objectifs, ce qui peut nuire à leur efficacité (notamment niveau national et local). Leur article souligne qu'au-delà de la cohésion socio-économique des territoires, la cohérence fiscale et financière reste un défi à part entière.

Penser le métabolisme territorial et les investissements durables

L'écologie territoriale est un champ interdisciplinaire qui propose d'appréhender le fonctionnement des territoires sous l'angle des flux de matière et d'énergie. Dans la perspective de penser la transition énergétique et écologique, il nous a semblé nécessaire d'aborder et d'analyser ces flux de matière et d'énergie qui caractérisent nos territoires (au-delà des seuls flux économiques). Ces approches par le « métabolisme territorial » permettent de redéfinir la notion de territoire par rapport aux jeux de dépendance (*versus* autonomie) qu'un espace peut entretenir avec d'autres au travers de ces flux.

Alice Herbelin montre ainsi comment l'analyse du métabolisme du Rhône-Médian, espace traversé par de nombreux flux entre Lyon et Grenoble, permet d'analyser son processus de territorialisation, passant du statut d'entre-territoire, ou d'espace traversé, à celui de territoire en voie d'appropriation par des populations. Le récit du territoire du Rhône-Médian est celui du passage d'un entre-territoire au métabolisme absorbant, intensif et toxique, à la tentative de réappropriation par les populations et les acteurs économiques d'un territoire en tant que tel, offrant, entre autres, un cadre de vie agréable. L'analyse par le métabolisme territorial en dit long ici sur la difficile capacité des acteurs locaux à agir sur les flux de matière et d'énergie qui traversent leur territoire et *in fine* sur des jeux de domination de certains territoires par rapport à d'autres.

Dans le prolongement de ces réflexions, Laetitia Verhaeghe propose, quant à elle, d'utiliser les cadres d'analyse du métabolisme territorial pour analyser les relations villes-campagnes, en faisant le pari que celles-ci se renouvellent, à l'aune de la transition écologique, pour devenir des relations plus réciproques, de gagnant-gagnant, par opposition au modèle socio-écologique dominant pendant l'ère industrielle où la ville « se servait » de la campagne (pour s'approvisionner, se divertir...). Laetitia Verhaeghe présente un cas de relation ville-campagne vertueux, celui de la filière bois-énergie du Sud Cornouaille qui repose sur l'utilisation du bois de bocage local pour du chauffage urbain. La structuration de cette filière locale permet à la campagne d'entretenir et de maintenir le bois de bocage (qui présente des intérêts en termes de paysage, de réduction des risques d'inondation ou de maintien de la biodiversité). Et ce, grâce à sa valorisation économique par deux communautés d'agglomérations qui utilisent ce bois de bocage pour répondre aux besoins énergétiques de trois piscines urbaines. Néanmoins, cet exemple montre également que ces complémentarités ville-campagne restent fragiles. Cette valorisation locale du bois de bocage n'a pas résisté à la concurrence des énergies fossiles mondiales (peu chères) en 2015, dans un contexte de pression budgétaire des collectivités.

Ces problématiques s'inscrivent plus globalement dans la trajectoire de transition durable des accords de Paris, qui exigent de revoir profondément les investissements et l'aménagement des territoires. Pour contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de + 2 °C, les émissions de GES doivent devenir « nettes nulles » dans la deuxième moitié du XXI^e siècle au niveau mondial. La France a décliné cet objectif au niveau national, en s'engageant à devenir « neutre en

carbone » à l'horizon 2050, ce qui suppose que les territoires le soient eux-mêmes à la même échéance. Vivian Dépoues, Hadrien Hainaut et Benoît Leguet éclairent la contribution des collectivités et des territoires dans cette stratégie. Investir massivement dans des infrastructures (transport, bâtiment, production d'énergie...) décarbonées et résilientes fait des collectivités territoriales un maillon essentiel. Les auteurs plaident pour un « Green new deal » et de nouvelles relations ville-campagne.

Être stratège dans/de la transition numérique (et construire des stratégies intelligentes au-delà des discours sur la *smart city*)

Enfin, et pour clore cette première partie sur les enjeux prospectifs des territoires dans les mutations en cours, les enjeux du numérique sont également à prendre en compte. Afin que les territoires restent stratèges dans la transformation numérique, trois éléments sont abordés et doivent interpeller les acteurs : l'empreinte énergétique du numérique, l'impact du numérique dans la gouvernance urbaine, enfin les offres et pratiques réellement mises en œuvre au sein des collectivités (au-delà des discours de la *smart city*).

Tout d'abord, Fanny Lopez et Cécile Diguët reviennent sur le poids énergétique et l'emprise spatiale du numérique en focalisant l'analyse sur les stratégies d'implantation (discrètes) des *data centers* aux États-Unis et en France. Elles mettent ainsi en lumière un enjeu encore peu abordé et crucial pour la prospective territoriale : la matérialité du numérique. Dans un contexte d'injonction à la réduction des émissions de CO₂, la consommation énergétique des *data centers* ne fait que croître et représente une aubaine pour les acteurs énergétiques. Si les GAFAMs se vantent pour la plupart de recourir à des EnR et de participer, ce faisant, à la structuration de cette filière, ils n'en restent pas moins des consommateurs énergivores. Les cas étudiés permettent de construire une vision des stratégies d'implantation des *data centers*, ainsi que des jeux de négociation à l'œuvre entre acteurs du territoire et énergétiques, dans différents types de terrain : territoires ruraux, périphéries de grandes villes, cœurs de métropole.

Ensuite, Antoine Courmont propose une analyse des stratégies des grandes entreprises du secteur informatique (Cisco, IBM) vis-à-vis des villes et leur repositionnement après l'échec reconnu du modèle totalement intégré de la *smart city*. Il constate notamment que les pouvoirs locaux ne sont pas impuissants face à ces acteurs du monde numérique et qu'une construction sociale et institutionnelle (dans le temps long) est nécessaire au développement d'un marché du numérique urbain

(localisé). Son intervention souligne que les entreprises du numérique sont contraintes de se tourner vers le développement de partenariats avec les entreprises traditionnelles de l'urbain (et de gestion des réseaux) pour sécuriser les transactions marchandes (plutôt que de s'adresser directement aux administrations).

Enfin, Gilles Jeannot présente, au nom d'un collectif de chercheurs, un recueil de pratiques engagées au sein des collectivités sur la question de la gestion des données locales. Ainsi, il recueille une collection d'offres des collectivités en matière d'administration électronique, de démocratie participative, de régulation des réseaux urbains, de sécurité ou contrôle des populations, de soutien au secteur du numérique ou encore d'utilisation du *big data*. Dans le sens des travaux d'Antoine Courmont, l'analyse de ces pratiques confirme que les innovations les plus structurantes émergent dans les domaines d'excellence antérieurs des villes (de l'ingénierie et des réseaux). Enfin, la comparaison de paniers de dispositifs, mis en place dans différentes villes, souligne également la présence d'orientations politiques et donc de leviers d'action structurant pour les territoires : certaines villes privilégiant des dispositifs numériques sécuritaires, d'autres d'inclusion ou encore de renouvellement de la démocratie.

II. TERRITOIRES ET ÉCONOMIE : QUELS NOUVEAUX MODÈLES ÉCONOMIQUES ANCRÉS DANS LES TERRITOIRES ?

Pour faire face aux enjeux climatiques et environnementaux, les modèles économiques eux-mêmes, les manières de produire et de consommer, doivent être profondément repensés. Il convient dès lors :

- de revoir les cadres d'une économie plus sobre ;
- de structurer de nouvelles filières économiques ou industrielles ;
- et enfin, d'anticiper les mutations profondes des espaces économiques.

Penser les cadres d'une économie plus sobre : économie circulaire, économie de la fonctionnalité

Allant dans ce sens, Gwénaél Doré présente différents leviers et concepts pour contribuer à refonder nos modèles économiques. Il souligne d'abord que les *relations de proximité*, ainsi que les *circuits courts*, entre acteurs (notamment productifs) d'un même territoire, peuvent représenter des leviers de reterritorialisation de l'économie. Il se demande ensuite comment la structure linéaire de notre économie doit être réinterrogée à l'aune d'une économie *circulaire*, et même de *l'écologie industrielle et*

territoriale, optimisant les flux de matière et d'énergie à l'échelle locale. Toutefois, sur 20 000 écoparcs industriels dans le monde, la France n'en compte que 70 (sur les 30 000 à 40 000 zones d'activités économiques de son territoire). Les marges de progrès restent importantes et nous alertent sur l'inertie à l'œuvre dans ces transformations.

Christian du Tertre et Patrice Vuidel présentent, quant à eux, l'économie de la fonctionnalité et de la coopération (EFC) comme un modèle de développement répondant aux défis écologiques et sociétaux. L'EFC s'inspire très largement de l'économie de la fonctionnalité, qui repose sur la vente d'un usage ou d'une performance d'usage, plutôt que sur la vente d'un bien. Elle permet ainsi une moindre consommation des ressources naturelles dans une perspective d'économie circulaire. L'EFC favorise l'élargissement de ces enjeux à des dynamiques territoriales en prenant en compte les projets et les pratiques des collectivités. Cette extension s'appuie sur le principe de la coopération et des nouveaux modèles de gouvernance partagée, de modes de résilience collective.

Structurer de nouvelles filières pour répondre aux enjeux sociaux et environnementaux

En matière d'engagement industriel dans la transition énergétique, le cas de l'Allemagne est emblématique. Gilles Lepasant revient sur la structuration et la trajectoire de deux filières d'énergies renouvelables en Allemagne : l'éolien et le photovoltaïque. Ce faisant, il souligne les enjeux territoriaux des stratégies industrielles à l'œuvre en regardant la formation de clusters dans l'éolien et le photovoltaïque, et donc l'articulation entre stratégies locales et régionales, politiques industrielles et énergétiques et enfin dynamiques mondiales. Les deux cas sont tout à fait différents car si l'éolien prospère, le photovoltaïque s'est effondré du fait de la concurrence asiatique. Néanmoins, la perte d'emplois enregistrée dans le domaine du charbon en Allemagne est rapidement compensée par le développement des filières EnR. Nous retenons que la politique de soutien à la demande (par des tarifs d'achat) et celle de financement de l'innovation ont été des leviers structurants de ce tournant remarquable.

Dans un tout autre registre, Hervé Defalvard présente des initiatives de l'économie sociale et solidaire permettant l'engagement dans la transition sociale et démocratique. Il identifie notamment celles qui, d'après lui, sont porteuses d'un « translocalisme des communs », c'est-à-dire celles qui sont à la fois ancrées localement et donnant, dans le même temps, accès à un bien fondamental extra-local. Il s'agit, par exemple, des pôles territoriaux de coopération économique ou des territoires

zéro chômeurs de longue de durée qui ont en commun, d'une part, de partager une ressource locale, et l'usage de cette ressource, et, d'autre part, de mettre en œuvre une gouvernance partagée et démocratique.

Anticiper les mutations des espaces économiques (territoires productifs, ZAE)

Enfin, ces transitions socio-économiques se ressentent et prennent corps dans l'espace. Un signe manifeste réside dans le fait que les espaces économiques eux-mêmes sont en pleine mutation.

En effet, Nicolas Gillio et Sylvie Duvillard reviennent sur les effets d'éviction des petites activités productives en dehors des métropoles et sur les enjeux, pour ces dernières, de les maintenir (pour une diversité de l'emploi, un approvisionnement local, et ne pas tout céder au développement du tertiaire). Ils étudient notamment les conditions de ce maintien et émettent des propositions de stratégies territoriales et foncières à destination des métropoles.

C'est ensuite le collectif Point Virgule, représenté par Amandine Toussaint et Julien Moulard, qui nous livre un nouveau regard sur les Zones d'activités économiques au travers d'une intervention d'une part, et d'une exposition de photographies d'autre part, dont quelques exemplaires sont repris dans cet ouvrage. Les auteurs soulignent notamment que l'usage de ces zones d'activités pourrait être repensé, optimisé, intensifié. En effet, ces espaces constituent des réserves foncières importantes lesquelles ne sont, le plus souvent, ni perçues ni vécues comme des espaces urbains et restent relativement sous-exploitées. Le collectif Point-Virgule appelle donc à les considérer comme des points clés du métabolisme des territoires.

III. TERRITOIRE ET SOCIÉTÉ CIVILE : PROSPECTIVE ET CO-CONSTRUCTION

En troisième partie de cet ouvrage, revenir sur des expériences de dynamiques territoriales collectives était essentiel. Ces initiatives locales apparaissent comme des leviers structurants de lien social d'une part, de transformation économique et écologique d'autre part. Tout se passe comme si, en parallèle du mouvement de métropolisation, l'on observe un retour aux territoires dans leur diversité et aux initiatives *bottom-up*. Cela s'explique sans doute par le fait que, dans ce contexte de mutations profondes et plurielles qui affectent les territoires (écologique, numérique, sociétales diverses), les initiatives locales sont les

plus aptes à réagir, les plus souples et les plus réactives pour proposer des solutions alternatives et sur mesure, correspondant aux besoins de plus en plus complexes des territoires. En lien avec les propos de Bruno Latour dans l'ouvrage *Où atterrir?* : « le local sera insuffisant mais aujourd'hui c'est ce qu'on peut faire de mieux ».

Dans cette perspective, cette partie propose :

- de repenser la notion même de prospective et le rôle qu'on lui attribue ;
- de renouveler les méthodologies permettant de partager des visions de territoire ;
- enfin, de revenir sur des expériences d'acteurs normands de l'aménagement du territoire (une élue régionale, un directeur général des services de département, un directeur d'agence d'urbanisme, un DGAS de commune, une directrice régionale de la Caisse des Dépôts).

Renouveler la prospective pour accompagner les transitions

Stéphane Cordobes s'interroge sur l'exercice même de prospective et sur sa capacité à accompagner notre adaptation au monde urbain anthropocène. Présentant une expérimentation menée par l'éducation nationale, dans des classes de collèges et lycées, il souligne que plus qu'un protocole disciplinaire, la prospective doit être un dispositif de pédagogie active par l'enquête, d'accompagnement, de recherche, de débat et de co-construction des savoirs.

Par ailleurs, Frédéric Gilli rappelle la nécessité, dans un contexte de crise de la représentation ou de la participation, d'une approche inclusive du débat public. Partant de l'expérience de l'agence Grand Public, il insiste sur la grande richesse des débats publics organisés avec un grand nombre de participants, permettant de redonner du sens aux projets collectifs dans les territoires. Investir dans le temps long et dans le contact humain, reformuler les enjeux avec les citoyens, écrire un récit commun sont autant de clés pour des stratégies territoriales partagées par toutes les parties prenantes du territoire.

Partager des visions de territoire

Dans cette perspective, plusieurs travaux relèvent ce défi de réfléchir à des dispositifs méthodologiques allant vers plus de co-construction, de participation citoyenne.

Jean Debrie, Simon d'Hénin et Cécile Wendling du centre Michel Serres présentent dans un premier temps leur contribution à une nouvelle

méthode de prospective. D'après eux, la décentralisation d'une part, l'ouverture des registres de coopération d'autre part, nous forcent à revoir la relation entre territoires, futurs et participation, en prenant en compte les nouveaux outils de scénarisation et en insistant sur l'interdisciplinarité et le mélange des savoirs.

Jean-Jacques Terrin propose, quant à lui, un « pacte démocratique d'urbanisme écologique » permettant de faire évoluer les modes de gouvernance et les modalités d'action pour favoriser la mobilisation des forces vives des territoires dans une dynamique de co-production. Il s'appuie pour cela sur la définition territoriale de la Biorégion d'Alberto Magnaghi, sur une triple hélice d'acteurs à mobiliser (habitants-usagers ; facilitateurs-décideurs ; experts-chercheurs) autour de grands thèmes.

Anne et Patrick Beauvillard, de l'Institut des territoires coopératifs, reviennent, quant à eux, à la lumière de la pensée complexe d'Edgar Morin, sur les ressorts profonds de la coopération. Ils appellent de leurs vœux les organisations et les territoires à investir dans la coopérativité plutôt que dans la compétitivité, car celle-là serait un levier puissant de développement territorial vertueux. Pour cela, ils développent le concept de « maturité coopérative » qui peut être développée au niveau d'individus, de collectifs et de territoires.

Enfin, Bernard Lemoult et Samuel Aubin, du Collège des transitions sociétales, reviennent sur les conditions d'émergence et de développement de projets locaux en matière de transition, prenant l'énergie comme entrée et visant l'objectif de changer les modes de vie, à l'instar de celui de la Chantrerie à Nantes. Ils soulignent notamment, et dans le prolongement des autres interventions, la nécessité du « faire ensemble ».

Visions des acteurs normands

Pour conclure, Sylvain Allemand propose un texte reprenant – et mettant en valeur – les expériences de prospective mises en œuvre en Normandie et présentées lors de la table ronde, animée par Philippe Frémeaux avec Sophie Gaugain (région Normandie), Fabrice Jeanne (département de la Manche), Robert Blaizeau (Ville de Saint-Lô), Jean-Philippe Briand (Agence d'urbanisme de Caen Normandie Métropole) et Florence Mas (Caisse des Dépôts en Normandie). Ce compte rendu propose une synthèse des points de convergence et des questionnements persistants présentés dans cette table ronde et au cours des discussions qui ont suivi.

Les auteurs

SYLVAIN ALLEMAND est journaliste et rend compte depuis près de vingt ans de l'actualité de la recherche, des initiatives et des débats relatifs au développement durable dans les territoires. Il a notamment publié *Renouveau des jardins : clés d'un monde durable?* (avec Édith Heurgon, Paris, Hermann, 2014, 284 p.) ; *Nourritures jardinières dans les sociétés urbanisées* (avec Édith Heurgon, Paris, Hermann, 2016, 276 p.) ; *Le périurbain, espace à vivre* (avec Florian Muzard, Marseille, Parenthèses, 2018, 277 p.).

SAMUEL AUBIN, sociologue d'entreprise, coordonne le programme Transition énergétique & sociétale au Collège des transitions sociétales. Il a codirigé récemment avec Carine Dartiguepeyrou et Bernard Lemoult l'ouvrage collectif *Territoires en transition énergétique et sociétale – Quel rôle pour les dynamiques collectives en Pays de la Loire?*, Paris, L'Harmattan, 2018, 202 p.

ANNE ET PATRICK BEAUVILLARD accompagnent la mise en œuvre de projets collectifs depuis 2002. En 2015, ils ont créé l'Institut des territoires coopératifs, centre d'action-recherche-transmission sur la coopération. Leurs travaux font l'objet de publications accessibles à l'adresse : <<http://instercoop.fr/panorama>>.

OLIVIER BOUBA-OLGA est professeur d'aménagement de l'espace et d'urbanisme à l'Université de Poitiers. Ses travaux portent sur la géographie économique et l'analyse des dynamiques territoriales. Il est l'auteur notamment de *Dynamiques territoriales : éloge de la diversité*, Poitiers, Atlantique, 2017 100 p.

DENIS CARRÉ est chercheur associé à EconomiX, unité de recherche du CNRS à l'Université Paris Nanterre. La question de la disparité des performances des entreprises et des territoires est au centre de ces recherches et publications disponibles en ligne : <<https://economix.fr/fr/page/carre-denis?tab=presentation>>.

FRANCK CHAIGNEAU, géographe spécialisé en aménagement et développement local, a pratiqué l'urbanisme réglementaire en collectivité

avant de développer des méthodes novatrices d'accompagnement des créateurs d'entreprises au sein de réseaux associatifs (CIME-VALISE). À partir de 2002, il a rejoint la Caisse des Dépôts pour piloter le programme expérimental de développement économique des QPV, devenu CitéLab. Il a ensuite intégré Mairie-conseils où, durant huit années, il a élaboré et mis en œuvre avec les élus locaux des démarches d'économie régénérative. Après une expérience en veille et prospective territoriale, il a contribué à la création en 2015 du Service d'ingénierie territoriale de la Banque des Territoires, où il fut expert développement rural. Depuis 2020, il assure au sein de la BDT la coordination du programme national « Petites villes de demain », dédié à la revitalisation des petites centralités fragiles.

STÉPHANE CORDOBES, philosophe et prospectiviste de formation, géographe d'expérience, est conseiller-expert à l'Agence nationale de cohésion des territoires et enseignant-chercheur associé à l'École urbaine de Lyon. Éditorialiste et membre du conseil d'orientation de la revue *Horizons publics* ainsi que conseiller scientifique de l'IHE-DATE, ses publications sont consultables sur le site internet : <<https://cordobes.fr>>.

ANTOINE COURMONT, docteur en science politique et chercheur associé au Centre d'études européennes de Sciences Po, est responsable scientifique de la chaire « Villes et numérique » de l'École urbaine de Sciences Po. Spécialiste des politiques de données urbaines, il analyse et enseigne les recompositions de la gouvernance des métropoles à l'ère du numérique. E-mail : <antoine.courmont@sciencespo.fr>.

JEAN DEBRIE est professeur des universités à l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne (UMR géographie-cités, laboratoire CRIA). Ses recherches portent sur la relation transport/aménagement, les politiques de mobilité métropolitaines et sur l'urbanisme dans les villes fluviales et portuaires dans une perspective de comparaisons internationales (Europe et Amérique du Nord). Il participe également à différents travaux sur les dispositifs et méthodes de prospective dans le cadre de projets pédagogiques.

HERVÉ DEFALVARD est économiste. Responsable de la chaire d'économie sociale et solidaire à l'Université de Paris-Est Marne-la-Vallée, il a récemment publié *La révolution de l'économie (en 10 leçons)*, L'Atelier, 2015 ;

« Des communs sociaux à la société du commun », *Recma*, juillet 2017. Ces publications développent la thèse de l'ESS comme acteur des territoires pour un mode de développement durable et solidaire. Il est intervenu aux deux colloques de Cerisy sur le(s) commun(s) et a co-dirigé, en 2019, la rencontre intitulée : Territoires solidaires en commun à l'horizon du translocalisme (à paraître aux éditions de L'Atelier).

VIVIAN DÉPOUES est titulaire d'un doctorat de l'Université Paris-Saclay, d'un master en sciences de l'environnement de l'Université Pierre et Marie Curie et d'un master en politiques environnementales de Sciences Po Paris. Il a réalisé sa thèse en partenariat avec l'ADEME, I4CE, SNCF et SNCF Réseau, sur l'adaptation du système ferroviaire français, analysant la manière dont les grandes organisations s'approprient les connaissances scientifiques et se transforment face aux évolutions des conditions climatiques. Il a rejoint l'équipe d'I4CE en 2014. Ses travaux portent sur les démarches des acteurs territoriaux (collectivités locales, entreprises de services essentiels et institutions financières publiques) pour s'adapter proactivement aux changements climatiques et accroître leur résilience.

CÉCILE DIGUET est une urbaniste expérimentée, formée à Sciences Po et à la Bartlett School à Londres. Elle est directrice du Département urbanisme, aménagement et territoire de l'Institut Paris Région depuis janvier 2020. Elle s'intéresse particulièrement aux mutations de la fabrique urbaine, notamment l'émergence de tiers-lieux et de communs urbains, de nouveaux montages de projets et des pratiques de l'urbanisme transitoire. Elle travaille également sur l'imbrication des questions énergétiques, numériques et spatiales. Elle a publié un rapport sur les impacts territoriaux des *data centers* en 2019.

GWÉNAËL DORÉ est aujourd'hui consultant. Il a exercé dans différentes structures nationales d'appui au développement territorial. Il a été professeur associé en université et il est chercheur associé à l'UMR SAD-APT (Équipe Proximités, AgroParisTech-Paris). Ses travaux récents portent sur les contractualisations territoriales (étude sur les contrats de ruralité pour le CGET, 2018) et les formes alternatives d'économie (économie circulaire, lieux d'innovation). Il est l'auteur de *Hors des métropoles, point de salut? Les capacités de développement des territoires non métropolitains*, Paris, L'Harmattan, 2017, 358 p. Site : <<http://gwenaeldore.e-monsite.com/>>.

SYLVIE DUVILLARD, géographe, est enseignante-chercheuse à l'Université de Grenoble-Alpes, membre du laboratoire Pacte territoires. Ses travaux de recherche portent sur les relations entre dynamiques foncières et dynamiques territoriales ainsi que sur l'étude des processus à partir d'une catégorie d'acteurs, le propriétaire foncier. Elle co-dirige le *Journal of Alpine Research/Revue de géographie alpine*.

FRÉDÉRIC GILLI, docteur en économie, ancien élève de l'ENSAE (École nationale de la statistique et de l'administration économique), est lauréat du prix du jeune urbaniste en 2010. Chercheur associé à Sciences Po, où il enseigne, il est directeur associé de l'agence Grand Public, spécialisée dans l'accompagnement du changement (<<http://grand-public.net/>>). Il est l'auteur notamment de *Grand Paris, l'émergence d'une métropole*, Presses de Sciences Po, 2014, 316 p., et de *Territoires et innovation*, avec Marc Desforges et Vanessa Cordoba, Paris, La Documentation française, 2013, 107 p.).

NICOLAS GILLIO est directeur d'études en aménagement et développement économique territorial au Cerema territoires et ville. Il a obtenu une thèse de doctorat en géographie à l'Université de Grenoble, dont le thème est « Le foncier une ressource territoriale pour le développement économique ». Il a publié plusieurs ouvrages sur l'économie urbaine et territoriale et plusieurs articles dans la *Revue Foncière* sur l'aménagement économique et les zones d'activités.

HADRIEN HAINAUT, titulaire du master environnement, développement durable et gestion des risques (EDDR) de Sciences Po Paris, a rejoint l'équipe d'I4CE en avril 2015 comme chef de projet en charge de la nouvelle édition du Panorama des financements climat. Sa mission consiste à documenter et analyser l'investissement climat en France, pour mieux comprendre les outils et acteurs du financement de la transition bas-carbone.

SIMON D'HÉNIN est designer et enseignant au Centre Michel Serres et à l'École nationale supérieure de création industrielle.

ALICE HERBELIN est docteure en aménagement du territoire au laboratoire Pacte (Grenoble). Elle a réalisé sa thèse sur *L'Écologie territoriale et les trajectoires de transitions : le cas du Rhône-Médian*, encadrée par Nicolas Buclet (Université Grenoble-Alpes) et Sabine Barles (Paris 1).

Thèse co-financée par l'ADEME et l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts.

ÉDITH HEURGON, docteure en mathématiques appliquées, est co-directrice du Centre culturel international de Cerisy. Après un itinéraire professionnel à la RATP comme responsable de la recherche, de la prospective et du développement territorial, elle a développé dans le cadre d'un rapport au CESE, avec Jean-Paul Bailly, la prospective du présent. Depuis sa retraite en 2005, elle se consacre pleinement aux Colloques de Cerisy et exerce une activité de conseillère en prospective. Elle a récemment publié *Tous Volontaires au Monde, jardiniers du bien commun : un récit à deux voix de prospective du présent*, avec Alain Raymond (France Volontaires), Paris, Hermann, 2019, 288 p.

GILLES JEANNOT est sociologue et président du département SHS de l'École des Ponts. Ses recherches portent sur une approche au quotidien du travail des fonctionnaires et sur les évolutions du service public en particulier face au développement des nouveaux outils de gestion, de la concurrence et des nouvelles technologies. Il a animé en 2017 un séminaire du Plan Urbanisme Construction Architecture sur les villes intelligentes.

ISABELLE LAUDIER, diplômée de l'École nationale des Ponts et Chaussées, de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Université Paris-Nanterre, a occupé diverses fonctions dans le champ de l'économie ici. Après avoir été conseillère à la Direction générale de la Caisse des Dépôts, elle a créé et dirige actuellement l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts.

BENOÎT LEGUET, ingénieur de l'École polytechnique et de l'ENSTA ParisTech, et titulaire d'un master en économie du développement durable, de l'énergie et de l'environnement de l'université Paris-AgroParisTech-École polytechnique, est le directeur général d'I4CE – Institute for Climate Economics – le think tank sur l'économie de la transition énergétique fondé par la Caisse des Dépôts et l'Agence française de développement. Il accompagne depuis 2002 les décideurs publics et privés sur la transition vers une économie décarbonée et résiliente au changement climatique. Il enseigne l'économie du changement climatique dans plusieurs formations de deuxième et troisième cycles. Il est également membre de plusieurs groupes d'experts, notamment le

Haut Conseil pour le climat, le Conseil économique pour le développement durable ou le Comité scientifique de la fondation Goodplanet.

BERNARD LEMOULT est directeur de recherche à IMT Atlantique. Il dirige le Collège des transitions sociétales ainsi que le programme de recherche partenarial Transition énergétique et sociétale. Récemment, il a co-dirigé, avec Carine Dartiguepeyrou et Samuel Aubin, l'ouvrage collectif *Territoires en transition énergétique et sociétale – Quel rôle pour les dynamiques collectives en Pays de la Loire?*, Paris, L'Harmattan, 2018, 202 p.

GILLES LEPESANT, géographe, est directeur de recherche au CNRS (géographie-cités) et chercheur associé à l'Asian Energy Studies Centre (Hong Kong Baptist University). Il est notamment l'auteur de "Implementing EU renewable energy policy at the subnational level – Navigating between conflicting interests", in Douglas Arent, Channing Arndt, Mackay Miller, Finn Tarp, and Owen Zinaman (ed.), *The Political Economy of Clean Energy Transitions*, Oxford University Press, 2017 ; ainsi que « Gouvernance et acceptabilité de l'énergie éolienne en Allemagne – Le cas du Brandebourg », in François Bafoil (dir.), *L'énergie éolienne en Europe, Conflits, démocratie, acceptabilité sociale*, Paris, Presses de Sc Po, 2016.

MATTHIEU LEPRINCE est professeur d'économie à l'Université de Bretagne occidentale, chercheur au laboratoire AMURE (Aménagement des usages, des ressources et des espaces marins et littoraux). Ses recherches portent sur les finances locales, la coopération intercommunale, les leviers de développement et d'aménagement du territoire.

NADINE LEVRATTO est directrice de recherche au CNRS affectée à EconomiX, unité de recherche du CNRS à l'Université Paris Nanterre. Elle est l'auteure de plusieurs études et recherches portant sur les trajectoires d'entreprises et les performances des territoires, notamment avec l'Institut pour la recherche de la Caisse des dépôts. Ses contributions sur le sujet sont disponibles en ligne : <<https://economix.fr/fr/page/levratto-nadine>>.

FANNY LOPEZ est maîtresse de conférences en histoire de l'architecture et des techniques à l'École d'architecture de l'Université Gustave Eiffel. Elle est chercheuse au LIAT (Laboratoire infrastructure, architecture, territoire) à l'ENSA Paris Malaquais. Elle est l'auteure de deux

ouvrages : *Le rêve d'une déconnexion, de la maison autonome à la cité auto-énergétique*, Paris, La Villette, 2014 (traduction à paraître en 2021 aux éditions Manchester University Press), et *L'ordre électrique : infrastructures énergétiques et territoires*, Genève, Métis Presses, 2018 ; ainsi que de nombreux articles sur l'impact énergétique et spatial des infrastructures électriques et numériques.

MARC-OLIVIER PADIS est directeur des études de Terra Nova. Il a coordonné récemment plusieurs travaux sur les questions territoriales, notamment le rapport « Habiter dans 20 ans » et, en partenariat avec l'institut Paris Région, « Au rythme de la métropole. Mieux vivre dans la ville dense » (<<http://www.tnova.fr>>).

MATTHIEU POURIEUX est doctorant en économie à l'université de Rennes 1 (<mathieu.pourieux@univ-rennes1.fr>), chercheur à l'UMR CREM (n°6211 CNRS).

LUCIE RENOU, urbaniste de formation, docteure en aménagement du territoire, s'intéresse au développement économique des territoires. Ses différentes activités d'études et de recherches portent sur les acteurs du développement économique local et plus généralement sur les relations entre aménagement du territoire et économie.

PHILIPPE SERIZIER, économiste de formation, a travaillé pendant vingt ans en bureaux d'études sur des analyses et projets de développement territorial en France métropolitaine, en Outremer et en Europe de l'Est. À la Caisse des Dépôts, il a participé au pilotage des Programmes prioritaires consacrés à la politique de la ville et au développement durable des territoires. Après un détachement auprès de l'Agence régionale de développement de la Réunion, puis du programme LEED de l'OCDE, il a assuré la responsabilité de la recherche territoriale à l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts.

MICHEL SUDARSKIS, docteur d'État en sciences politiques et titulaire d'un DESS d'économie, a enseigné dans de nombreuses universités. Comme secrétaire général de l'Association internationale du développement urbain (INTA), il dirige le programme d'échange et de transfert de savoir-faire dans la plupart des domaines du développement urbain : villes nouvelles, régénération urbaine, mobilité, stratégies métropolitaines, clusters, créativité et innovation pour la ville, logement et

service urbains, urbanisme durable, financement du développement urbain, rénovation des centres historiques, tourisme et loisirs comme leviers de développement et de l'intégration urbaine...

JEAN-JACQUES TERRIN est architecte, docteur en architecture, professeur émérite à l'École d'architecture de Versailles et chercheur dans plusieurs laboratoires de recherche urbaine, en France et au Canada. Ses travaux, dont certains sont soutenus par l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts, sont orientés sur l'évolution des processus de conception, les stratégies de l'innovation et les démarches collaboratives. Ses projets européens lui assurent une bonne connaissance des enjeux de la ville européenne.

CHRISTIAN DU TERTRE, économiste, est professeur émérite à l'Université Paris-Diderot, directeur scientifique du laboratoire d'intervention et de recherche ATEMIS. Il préside l'Institut européen de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération.

AMANDINE TOUSSAINT, urbaniste-économiste, et Julien Moulard, urbaniste, font partie des co-fondateurs de POINT VIRGULE, un collectif multidisciplinaire qui réalise un travail prospectif et sensible pour questionner, réinvestir les espaces productifs et proposer des stratégies d'action et de transformation des territoires.

LAETITIA VERHAEGHE, titulaire d'un master en urbanisme et aménagement de l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, est doctorante en CIFRE à l'UMR géographie-cités et au sein de l'association Sol et Civilisation. Sous la double direction de Sabine Barles et d'Antoine Brès, sa thèse est réalisée en partenariat avec la Caisse des Dépôts, France urbaine et la fondation Avril. Ses travaux portent sur le déploiement des nouvelles relations villes-campagnes, concernant les flux de matière et d'énergies renouvelables en France. Une publication à paraître courant 2020 dans la revue *Espaces et Sociétés* (numéro spécial sur les nouveaux territoires de l'énergie) présentera les premiers résultats.

PATRICE VUIDEL est intervenant chercheur associé au sein du laboratoire d'intervention et de recherche ATEMIS. Délégué général du Club Économie de la fonctionnalité & développement durable pendant dix ans, il a récemment produit une étude prospective pour l'ADEME sur le sujet de l'économie de la fonctionnalité.

CÉCILE WENDLING est directrice de la stratégie de sécurité, de l'anticipation des menaces et de la recherche pour le Groupe AXA. Elle travaille entre autres sur les sujets de risques liés à l'IA, la protection des données personnelles ou le calcul quantique. Elle conseille des organisations européennes et internationales sur l'inclusion de la prospective (Commission européenne, Organisation mondiale de la santé, OCDE). Elle assure des enseignements à l'ENA, l'Université Paris Descartes, l'IHEDN, Sciences Po Paris...).

Table des matières

Préface. Prospective & co-construction de stratégies territoriales face aux mutations des sociétés par <i>Édith Heurgon</i>	5
Introduction par <i>Isabelle Laudier</i> et <i>Lucie Renou</i>	19

PREMIÈRE SECTION
DIVERSITÉ DES CONFIGURATIONS TERRITORIALES
À L'HEURE DES TRANSITIONS

PARTIE I
UNE NOUVELLE CARACTÉRISATION DES TERRITOIRES
PRENANT ACTE DES INTERDÉPENDANCES
SOCIO-ÉCONOMIQUES

I. Sortir de la CAME pour mieux penser et mieux accompagner les territoires par <i>Olivier Bouba-Olga</i>	33
II. Interactions locales et interrelations spatiales aux sources de la diversité des territoires par <i>Nadine Levratto</i> et <i>Denis Carré</i>	41
III. Simplifier les péréquations financières? Une analyse des sources d'hétérogénéité entre dispositifs nationaux et locaux par <i>Matthieu Leprince</i> et <i>Matthieu Pourieux</i>	53

PARTIE II
DES ÉCOSYSTÈMES TERRITORIAUX
À L'HEURE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE :
PENSER LE MÉTABOLISME TERRITORIAL

I. Apport de l'écologie territoriale pour l'analyse des mutations territoriales : le cas du Rhône-Médian par <i>Alice Herbelin</i>	67
II. Explorer les nouvelles relations villes-campagnes et les reconfigurations du métabolisme territorial qu'elles induisent par <i>Laetitia Verhaeghe</i>	79

III. Réorienter les investissements dans les territoires pour la « transition climat »
par *Vivian Dépoues, Hadrien Hainaut et Benoît Leguet* 95

PARTIE III
DU MYTHE DE LA *SMART CITY* AUX STRATÉGIES
INTELLIGENTES DES VILLES

I. Territoires numériques et transition énergétique : les limites de la croissance
par *Cécile Diguët et Fanny Lopez* 109

II. Où est passée la *smart city*?
par *Antoine Courmont* 119

III. Les villes intelligentes réelles en France : dispositifs sociotechniques et tendances 133
par *Gilles Jeannot* 133

DEUXIÈME SECTION
TERRITOIRES ET TRANSITION ÉCONOMIQUE

PARTIE I
RENOUVELER LES PRINCIPES DE L'ÉCONOMIE :
D'UNE ÉCONOMIE LINÉAIRE
À UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE

I. Économie de proximité, économie circulaire et écologie industrielle et territoriale
par *Gwénaél Doré* 153

II. L'économie de la fonctionnalité et de la coopération
par *Christian du Tertre et Patrice Vuidel* 163

PARTIE II
LA STRUCTURATION DE NOUVELLES FILIÈRES
POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX SOCIAUX
ET ENVIRONNEMENTAUX

I. Transition énergétique et *clusters* industriels : le cas de l'éolien et du photovoltaïque en Allemagne
par *Gilles Lepasant* 177

II. L'économie sociale et solidaire à l'âge du translocalisme des communs par <i>Hervé Defalvard</i>	187
--	-----

PARTIE III

DES ESPACES ÉCONOMIQUES EN PLEINE MUTATION

I. L'action foncière et le maintien des activités productives sur les territoires des métropoles par <i>Nicolas Gillio</i> et <i>Sylvie Duveillard</i>	199
II. Les zones d'activités économiques par <i>Amandine Toussaint</i> et <i>Julien Moulard</i> . <i>Collectif Point Virgule</i>	213

TROISIÈME SECTION

LES ENJEUX DE PROSPECTIVE ACTUELS : VERS LA CO-CONSTRUCTION DES STRATÉGIES

PARTIE I

LA PROSPECTIVE TERRITORIALE POUR ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS

I. L'expérience prospective et le monde urbain anthropocène par <i>Stéphane Cordobes</i>	231
II. Pour une approche inclusive du débat public par <i>Frédéric Gilli</i>	239

PARTIE II

PARTAGER DES VISIONS DE TERRITOIRES, LES RESSORTS DE LA COOPÉRATION

I. Prospective et projet de territoires : quels dispositifs et méthodologies interdisciplinaires ? par <i>Jean Debrie</i> , <i>Simon d'Hénin</i> et <i>Cécile Wendling</i>	253
II. Coproduction d'une vision partagée du territoire dans les villes moyennes par <i>Jean-Jacques Terrin</i>	267
III. Coopérer pour co-construire par <i>Anne</i> et <i>Patrick Beauwillard</i>	277

**IV. Territoires en transition énergétique et sociétale :
l'enjeu du « faire ensemble »**
par *Bernard Lemoult* et *Samuel Aubin* 287

PARTIE III
ENJEUX ET OUTILS
DE LA PROSPECTIVE TERRITORIALE

**I. La prospective territoriale en Normandie,
synthèse d'une table ronde**
par *Sylvain Allemand*, avec le concours de *Sophie Gaugain* (région
Normandie), *Fabrice Jeanne* (département de la Manche),
Robert Blaizeau (ville de Saint-Lô), *Jean-Philippe Biand* (Agence
d'urbanisme de Caen Normandie Métropole) et *Florence Mas*
(directrice régionale Normandie de la Banque des Territoires de la
Caisse des Dépôts)..... 301

II. Perspectives et rapport d'étonnement
par *Franck Chaigneau*, *Marc-Olivier Padis*, *Lucie Renou*,
Philippe Serizier et *Michel Sudarskis* 333



LES COLLOQUES CERISY

Le Centre Culturel International de Cerisy propose, chaque année, de fin mai à début octobre, dans le cadre accueillant d'un château construit au début du XVII^e siècle, monument historique, des rencontres réunissant artistes, chercheurs, enseignants, étudiants, acteurs économiques et sociaux, mais aussi un vaste public intéressé par les échanges culturels et scientifiques.

Une longue tradition culturelle

- Entre 1910 et 1939, Paul Desjardins organise à l'abbaye de Pontigny les célèbres **décades**, qui réunissent d'éminentes personnalités pour débattre de thèmes littéraires, sociaux, politiques.
- En 1952, Anne Heurgon-Desjardins, remettant le château en état, crée le **Centre Culturel** et poursuit, en lui donnant sa marque personnelle, l'œuvre de son père.
- De 1977 à 2006, ses filles, Catherine Peyrou et Édith Heurgon, reprennent le flambeau et donnent une nouvelle ampleur aux activités.
- Aujourd'hui, après la disparition de Catherine, puis celle de Jacques Peyrou, Cerisy continue sous la direction d'Édith Heurgon et de Dominique Peyrou, avec le concours d'Anne Peyrou-Bas et de Christian Peyrou, également groupés dans la Société civile du château de Cerisy, ainsi que d'une équipe efficace et dévouée, animée par Philippe Kister.

Un même projet original

- Accueillir dans un cadre prestigieux, éloigné des agitations urbaines, pendant une période assez longue, des personnes qu'anime un même attrait pour les échanges, afin que, dans la réflexion commune, s'inventent des idées neuves et se tissent des liens durables.
- La Société civile met gracieusement les lieux à la disposition de l'**Association des Amis de Pontigny-Cerisy**, sans but lucratif et reconnue d'utilité publique, présidée actuellement par Jean-Baptiste de Foucauld, inspecteur général des finances honoraire.

Une régulière action soutenue

- Le **Centre Culturel**, principal moyen d'action de l'Association, a organisé près de 800 colloques abondant, en toute indépendance d'esprit, les thèmes les plus divers. Ces colloques ont donné lieu, chez divers éditeurs, à la publication de près de 600 ouvrages.
- Le **Centre National du Livre** assure une aide continue pour l'organisation et l'édition des colloques. Les **collectivités territoriales** (Région Normandie, Conseil départemental de la Manche, Coutances Mer et Bocage) et la **Direction régionale des Affaires culturelles** apportent leur soutien au Centre, qui organise, en outre, avec l'**Université de Caen**, des rencontres concernant la Normandie.
- Un **Cercle des Partenaires**, formé d'entreprises, de collectivités locales et d'organismes publics, soutient, voire initie, des rencontres de **prospective** sur les principaux **enjeux contemporains**.
- Depuis 2012, une nouvelle salle de conférences, moderne et accessible, propose une formule nouvelle : les **séminaires de la Laiterie**, à l'initiative des partenaires de l'Association.

Choix de publications

- *Bébé sapiens*, Érès, 2017.
- *Vers une république des biens communs?*, Les liens qui libèrent, 2018.
- *Les calendriers*, Somogy, rééd. Hermann, 2016.
- *Carte d'identités. L'espace au singulier*, Hermann, 2019.
- *La cathédrale de Coutances*, OREP, 2012.
- *Cultes et pèlerinages à saint Michel en Occident*, École française de Rome, 2003.
- *Cultures et créations dans les métropoles-monde*, Hermann, 2016.
- *Le développement durable, c'est enfin du bonheur!*, L'Aube, 2006.
- *Que vont devenir les églises normandes?*, Corlet, 2017.
- *Les évêques normands du XI^e siècle*, PU de Caen, 1995.
- *La France en albums*, Hermann, 2017.
- *L'habiter dans sa poésie première*, Donner lieu, 2008.
- *Donner lieu au monde : la politique de l'habiter*, Donner lieu, 2012.
- *Peter Handke, analyse du temps*, Presses de la Sorbonne nouvelle, 2018.
- *Interculturel... Enjeux et pratiques*, Artois Presses, 2015.
- *Renouveau des jardins. Clés pour un monde durable?*, Hermann, 2014.
- *Jardins en politique (avec Gilles Clément)*, Hermann, 2018.
- *Des possibles de la pensée. L'itinéraire philosophique de François Jullien*, Hermann, 2014.
- *Lieux et liens (2 tomes)*, L'Harmattan, 2012.
- *Logique de l'espace, esprit des lieux*, Belin, 2000.
- *À l'épreuve d'exister avec Henri Maldiney*, Hermann, 2016.
- *La mésologie, un autre paradigme pour l'anthropocène?*, Hermann, 2018.
- *Ce que la misère nous donne à repenser, avec Joseph Wresinski*, Hermann, 2018.
- *Modernité, la nouvelle carte du temps*, L'Aube, 2003.
- *Une Normandie sensible : regards de géographes et plasticiens*, PU Caen, 2012.
- *De Pontigny à Cerisy (1910-2010) : des lieux pour « penser avec ensemble »*, Hermann, 2011.
- *Prendre soin. Savoirs, pratiques, nouvelles perspectives*, Hermann, 2013.
- *La région, de l'identité à la citoyenneté*, Hermann, 2016.
- *Saint Louis en Normandie*, Archives départementales de la Manche, 2017.
- *Les Saints dans la Normandie médiévale*, PU de Caen, 2000.
- *La sérendipité. Le hasard heureux*, Hermann, 2011.
- *S.I.È.C.L.E. 100 ans de rencontres : Pontigny, Cerisy*, IMEC, 2005.
- *Des sciences sociales à la science sociale*, Le Bord de l'eau, 2018.
- *Qu'est-ce qu'un régime de travail réellement humain?*, Hermann, 2017.
- *Villes, territoires, réversibilités*, Hermann, 2013.

Mise en pages : Élisabeth Gutton

Achévé d'imprimer